

L'Humanité rouge

*Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !*

1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 381

Mercredi 3 décembre 1975

LE PATRONAT ET SES MERCENAIRES

A l'usine de conserves Dor, à St-Pol-sur-Ternoise, une milice patronale armée et accompagnée de chiens a occupé les locaux.

Les ouvriers sont en grève depuis le 20 novembre, notamment pour obtenir une augmentation de leurs salaires.

A l'usine Furnon, à St-Chamond, un coup de feu a été tiré contre les grévistes qui occupent l'entreprise. L'Union départementale CFDT de la Loire déclare à ce sujet : « C'est dans l'entreprise Furnon, travaillant en sous-traitance pour les Bennes Marrel et pour Peugeot, qui a déjà fait parler d'elle lors de l'affaire Peugeot, que sont « formés » des mercenaires mis à la disposition d'un certain nombre d'entreprises de la région stéphanoise. »

« On se souvient en effet qu'à St-Etienne, un commando fasciste avait agressé les travailleurs occupant l'usine Peugeot, en blessant certains sérieusement. Les mercenaires avaient dû quitter l'usine, sous la protection de la police, face à la colère de milliers de travailleurs qui s'étaient rassemblés et avaient commencé à répondre par la violence aux hommes de main.

De plus en plus, le patronat a recours à des bandes de mercenaires grassement payés. Les uns agissent légalement puisqu'ils appartiennent à des sociétés dites de gardiennage telles que l'ACDS. Les autres agissent dans l'ombre. Ces bandes fascistes sont un instrument de plus de l'arsenal de la répression antiouvrière. Avec la police de l'État bourgeois, ces polices « privées » sont au service de la défense des intérêts capitalistes. Ce sont des instruments de la violence réactionnaire.

Cette violence se manifeste en ce moment de façon presque quotidienne. On ne compte plus le nombre d'entreprises où les ouvriers ont été agressés par la police officielle ou par la « privée ». C'est là un signe de la peur de la bourgeoisie face à la montée des luttes ouvrières. En recourant à la violence, elle veut semer la crainte parmi les ouvriers, les démoraliser. Elle veut briser le développement des luttes par crainte qu'il ne prenne une trop grande ampleur.

Face à cette violence, la violence ouvrière se développe, en riposte. Les séquestrations de patrons ou de chiens de garde du patronat sont devenues monnaie courante. Ce qui, il y a quelques années, était exceptionnel devient presque habituel. Voilà qui ne peut manquer de provoquer l'angoisse des capitalistes. Car cela signifie que les travailleurs sont de plus en plus déterminés à défendre leurs intérêts, qu'ils en ont assez de subir la violence quotidienne de ceux qui les exploitent, qu'ils se sont engagés sur la voie de la juste riposte à cette violence.

ARMEE

15 JEUNES INCULPES

Dans l'après-midi du 1er décembre, on apprenait qu'un quinzième soldat du contingent venait d'être arrêté pour avoir tenté d'organiser un syndicat dans l'armée.

Ces quinze soldats, le gouvernement a l'intention de les déférer devant la Cour de Sécurité de l'État. De quoi sont-ils coupables ?

Indignés par les brimades réactionnaires (c'est à Besançon qu'un officier avait frappé un soldat à coups de pied, lui faisant éclater la rate), révoltés et las du temps perdu après les deux mois de classes, ces quinze soldats ont été manipulés et leurs aspirations ont été détournées un peu comme, à une autre échelle, c'est arrivé aux soldats des unités putschistes portugaises.

(Suite page 8)

L'AGENCE CHINE NOUVELLE

souligne qu'une rébellion militaire au Portugal a été écrasée

Pékin, 29 novembre 1975 (Hsinhua)

Selon des informations en provenance de Lisbonne, les forces armées portugaises viennent d'écraser une rébellion militaire.

Il est rapporté que la révolte a été déclenchée le 25 novembre par un régiment de parachutistes dans la base aérienne de Tancos, à 120 kms au nord-est de Lisbonne. Les commandants du régiment ont tenté de renverser le gouvernement Azevedo et leurs troupes ont occupé le quartier général du haut commandement de la force aérienne à Lisbonne et deux autres bases aériennes près de Lisbonne. Le régiment de la police militaire du Copcon a pris part à la rébellion. Il a occupé les stations de radio et de télévision à Lisbonne et diffusé des annonces de rebelles.

Les forces armées soutenant le gouvernement ont écrasé rapidement la rébellion et tenu en main la situation. Elles ont encerclé tous les postes occupés par les régiments de parachutistes et de la police militaire et les ont forcés de se rendre. Le dernier groupe de parachutistes à la base de Tancos s'est rendu aujourd'hui.

L'Etat-Major général des forces armées portugaises a annoncé le 27 novembre dans un communiqué les démissions de Carlos Fabiao, chef d'Etat-Major de l'armée de terre, d'Otelo Saraiva de Carvalho, commandant du COPCON. Le colonel Ramalho Eanes, qui avait pris une part active à la répression de la révolte, a été nommé nouveau chef d'Etat-Major de l'armée de terre et le COPCON a été dissous.

Le secrétaire général du Parti socialiste portugais Mario Soares a souligné dans une déclaration que les forces pro-soviétiques devaient être tenus pour responsables de ce coup d'Etat militaire.

PORTUGAL

MEETING

organisé par le MIL et le CILA

Mardi 2 décembre à 20 h 30

montage diapositives, chorale

Cinéma Ménil-Palace
49, rue Ménilmontant
Paris 19^e



14 février 1976 GRANDE MANIFESTATION NATIONALE OUVRIERE

Dans le but de faire entendre la voix puissante du prolétariat révolutionnaire de France, travailleurs français et immigrés étroitement unis, les communistes marxistes-léninistes de France et leur quotidien «l'Humanité rouge» vous invitent à participer à la GRANDE MANIFESTATION NATIONALE OUVRIERE qu'ils organisent le 14 février 1976 de 14 heures à 24 heures, à Paris, au Palais de la Mutualité.

Nombreux stands tenus par des ouvriers en lutte. Nombreux forums de discussion sur tous les sujets liés aux problèmes actuels du prolétariat. Meeting central à 17 heures : contre les licenciements ; pour les 1 700 F minimum par mois ; pour des augmentations de salaire uniformes ; contre toute atteinte aux droits sociaux ; pour 40 heures par semaine sans diminution de salaire ; pour la retraite à 60 ans ; contre la répression antiouvrière ; contre le colonialisme et le néo-colonialisme français ; unité à la base et dans l'action ; non à la collaboration de classe ; oui à la lutte de classe ; classe contre classe !

Travailleurs français
et immigrés,
femmes, jeunes, retraités,
de toute la France,
de toutes vos entreprises

vous viendrez à Paris le 14 février 75 pour manifester votre volonté d'imposer un changement de politique que permettra seul un changement de société.

A bas le capitalisme et ses serviteurs !
Vive le socialisme authentique,
conforme aux principes immortels
du marxisme-léninisme !

A NOS CORRESPONDANTS

Pour améliorer la présentation et le contenu des articles

De nouveau faisons le point sur la question de la correspondance pour les pages «France des luttes», dans le but d'en améliorer continuellement le contenu. Plus particulièrement en ce qui concerne les *révélés de lutte* qui constituent la partie essentielle.

Du point de vue de la présentation, l'aspect essentiel c'est que de tels articles doivent être compris par *tous les lecteurs*. Pour cela, pour comprendre ce qui se passe et en tirer le maximum de profit, il est nécessaire de présenter clairement et brièvement la situation, le contexte dans lequel évoluent les contradictions.

Quelques points de repère essentiels :

De quelle industrie (ou secteur d'activité) s'agit-il ?

Indiquer le nombre de travailleurs, et si possible, le pourcentage de femmes, de jeunes de moins de 25 ans, de travailleurs immigrés.

Le rapport des forces en présence (politiques et syndicales).

Les traditions de lutte.

Les revendications (les travailleurs sont généralement mobilisés sur un ou deux points-clés). Quand il y a plusieurs revendications qui sont mises en avant, cela peut recouvrir les besoins de plusieurs secteurs ou plusieurs catégories de travailleurs. Dans ce cas, cacher un aspect peut avoir des conséquences négatives et entraver le développement de l'unité d'action à la base (par exemple ouvriers-employés) contre l'ennemi commun. Contrairement aux dirigeants révisionnistes du PCF et de la CGT qui cherchent à diviser au maximum par catégorie, en faisant des grèves corporation par

corporation, ou atelier par atelier, nous devons chercher à unir tous les travailleurs sur une même base de classe.

Par ailleurs, des lecteurs de Rennes nous écrivent : «Nous pensons aussi qu'il est néfaste de ne pas donner la suite des luttes». Nous le pensons aussi. Seulement pour que cela se fasse, il n'y a pas 36 solutions : il faut que les correspondants nous en informent, ainsi que nous l'indiquions dans le précédent appel aux correspondants (HR No 364). C'est ce que font actuellement les camarades pour Paris-Rhône : ils téléphonent chaque fois qu'il y a quelque chose de nouveau, ce qui permet ainsi de coller à l'actualité.

Etre plus convaincant dans l'argumentation

La distinction n'est pas toujours suffisamment faite entre la ligne révisionniste imposée bureaucratiquement par les *dirigeants* du PCF dans la CGT (Séguy, Krasucki...) et ceux qui, trompés, l'appliquent mécaniquement. En un mot : *tous les délégués CGT ne sont pas des pourris !* Ce ne sont pas eux en tant que tels qu'il faut dénoncer mais, preuves à l'appui (par des faits concrets et convaincants) leur démontrer que la *ligne politique* qu'ils appliquent et font appliquer est contraire aux intérêts des travailleurs. Soyons donc plus convaincant dans l'argumentation et plus offensifs pour mettre en lumière tous les aspects positifs. Ainsi nous aiderons les travailleurs à avoir confiance dans leur force, car n'oublions pas que les véritables ennemis ne sont qu'une poignée et que par la lutte de classe ils sont de plus en plus isolés.

AU CENTRE F.P.A. DE SAINT-ETIENNE DU ROUVRAY

Vendredi 21 novembre, quatre stagiaires du centre de F.P.A. étaient exclus pour «mauvaise volonté au travail». Ces sanctions frappaient en fait les stagiaires qui avaient été actifs lors du mouvement revendicatif qui s'était déroulé toute la semaine au centre de Saint-Étienne. Les revendications largement discutées dans les différentes sections portaient : sur une meilleure progression dans la formation ; les brimades fréquentes de la part de certains moniteurs ; les rapports de la F.P.A. avec les patrons.

Un stagiaire était d'abord exclu pour trois jours. Une grève de solidarité était aussitôt engagée. La direction du centre répondait par quatre exclusions définitives.

Trois de ces stagiaires ont commencé une grève de la faim dans une église de Saint-Étienne, estimant que c'est le seul moyen qui leur reste.

Les dirigeants de l'UL CGT ont tout fait pour briser le mouvement revendicatif dans le centre et tentent actuellement de discréditer les grévistes de la faim.

Un comité de soutien s'est formé, placé sous la direction des stagiaires. De nombreux jeunes du quartier viennent exprimer leur solidarité. Vous pouvez envoyer des messages de solidarité aux stagiaires en lutte Chappelle Sainte-Thérèse, Saint-Étienne du Rouvray, 76800.

Correspondant H.R. Rouen

ECHOS DE LA BANLIEUE DE ROUEN, A SODIPAN

Les travailleurs de l'usine Sodipan sont en grève avec occupation depuis mardi 25 novembre. Cette entreprise qui compte une centaine d'ouvriers (essentiellement des femmes) fabrique du papier hygiénique, papier pour aliments, etc. Lors de la dernière grève (août 75), après une journée et demie de grève, les travailleurs obtenaient 3% d'augmentation en septembre et 3% en octobre. Aujourd'hui le patron refuse de payer l'augmentation d'octobre. Les travailleurs ont décidé la grève avec occupation et le blocage des expéditions jusqu'à satisfaction.

Correspondant H.R.

A PARIS RHONE LA GREVE CONTINUE

QUELQUES ETAPES

Le 5 novembre, les ouvriers de l'outillage commencent une grève illimitée pour 250 F d'augmentation mensuelle pour tous.

Le 6, le patron prend prétexte de la grève des travailleurs de l'EDF pour imposer le lock-out. Les ouvriers occupent les couloirs des bureaux administratifs, et font déguerpir le patron et les cadres accourus en force pour les en déloger.

Le 12, la plupart des ouvriers votent la grève illimitée avec occupation. A partir de ce moment, le patron multiplie les pressions, essaie d'intimider les piquets de grève, fait passer cinq délégués au tribunal des référés. Des ouvriers sont agressés.

Le 19, les cinq délégués sont condamnés pour l'occupation des ateliers, ils sont sommés de la faire cesser dans les 24 heures.

Le 20, les travailleurs continuent d'occuper l'usine Mermoz de Lyon mais évacuent celle de Villeurbanne. Le patron organise la reprise du travail.

Le 21, les ouvriers viennent à l'usine en utilisant le système de ramassage habituel, par cars, que le patron a remis en marche. Personne ne reprend le travail.

Le 23 dans la matinée l'usine de Villeurbanne est réoccupée.

Le 25, la direction envoie un commando de cadres attaquer le piquet de grève de l'usine Mermoz. Les agresseurs sont refoulés. Le patron recrute 8 ouvrières et 2 ouvriers de l'usine Mermoz-Sud et crée un «comité pour la liberté du travail». Dans l'après-midi, la direction donne une conférence de presse par la voix de ce comité antigreve. Avant leur départ, elle déclare aux journalistes :

«Soyez présents demain matin à 7 heures, vous verrez qu'il y a aussi des problèmes que l'on peut régler en une nuit.»

Le 26, à 6 h 30 du matin, des cadres montent une provocation. Aussitôt deux cars de flics dispersent un piquet de grève. Vingt minutes après, une soixantaine de cadres connus, musclés, embauchés tout spécialement en 1968, débouchent au pas de course sous la conduite du patron, Charrière. Suivis de 2 cars de CRS et sous leur protection armée, ils donnent l'assaut. Utilisant des extincteurs, les ouvriers ripostent. Et il faudra plus d'une heure d'affrontements pour que les flics dégagent la dernière porte où se battaient les ouvriers, et pour que le haut-parleur que le patron a placé sur le toit de l'usine proclame : *«Le droit de grève est respecté, mais la liberté du travail est assurée !»*

Le 27, à 10 h 30, un commando de quelques dizaines de nervis — cadres, ingénieurs, agents de maîtrise, employés, techniciens, dessinateurs — ayant à sa tête le patron, intervient à l'usine de Villeurbanne. Il réussit, entre deux cars de flics, à forcer une porte et à reprendre possession des locaux. Le soir plus de 2 000 personnes se retrouvent à Lyon pour manifester sous la banderole du comité de grève de Paris-Rhône — 2 000 poitrines qui scandent avec force : *«Charrière salaud, le peuple aura la peau — 250 F c'est possible c'est le moment — Travailleurs français immigrés même patron même combat»* et d'autres mots d'ordre offensifs contre la répression bourgeoise.

LES RESPONSABLES CGT AU JOUR LE JOUR

A chaque nouvel assaut de la direction depuis le début de la grève, que ce soit des pressions sur les travailleurs, des menaces judiciaires, des agressions physiques contre certains ouvriers et certaines ouvrières, ou lors des attaques de piquets de grève, l'attitude des faux communistes dirigeant à l'échelon de l'entreprise ou au niveau régional la CGT a été dans les faits de prêter main forte contre les grévistes. Chaque fois par leur travail de démobilitation, de récupération, de division, ils ont tenté de diminuer d'une façon ou d'une autre la force et l'ampleur des ripostes qu'organisaient les ouvriers. Mais aujourd'hui ils vont plus loin. Et après l'offensive de choc du patron qui prétend faire rentrer les grévistes à genoux et les menace de 14 licenciements, les travailleurs de Paris-Rhône ont à subir les attaques ouvertes des révisionnistes du parti de Marchais.

Dès le début les dirigeants de la section CGT de l'entreprise s'opposaient à une grève illimitée, à cause d'un prétendu manque de combativité des travailleurs qui n'avaient pas été très nombreux à répondre à leurs appels pour la journée d'action du 6 novembre.

Devant la volonté de lutte des travailleurs, les responsables cégétistes proposaient le 12 des débrayages de 2 heures. Mais finalement, pour ne pas rester isolés, ils devaient se soumettre à l'avis de la majorité des ouvriers qui venaient de déclencher la grève illimitée.

Puis, alors qu'une partie des E.T.D.A. (techniciens, dessinateurs, etc.) ralliaient la grève sur la base de 250 F pour tous, les responsables de la section CGT-ETDA entraînés à contre-cœur dans l'action faisaient connaître par la presse qu'ils «étaient prêts à ouvrir la négociation sur l'ensemble des revendications» (voir le Progrès) et qu'il n'y avait pas de divergence profonde «entre grévistes et non grévistes».

A l'Union syndicale des travailleurs de la métallurgie (USTM), les dirigeants sapaient le moral des travailleurs et déclaraient que la grève de Paris-Rhône n'avait aucune chance d'aboutir, que la CFDT et les gauchistes récupéraient le mouvement, que si les journées nationales d'action avaient été mieux organisées dans cette boîte on n'en serait pas là, et qu'enfin c'était une lutte isolée dans une «boîte de femmes»...

Le 21, après que le tribunal ait sommé les délégués de faire cesser l'occupation, une délégation de dirigeants de l'USTM-CGT voulait faire reprendre le travail. Les ouvriers ne devaient pas se laisser influencer et prenaient à partie cette délégation venue pour les diviser. Ce même jour, alors que le comité de grève appelait à manifester sous les bureaux de la direction, les dirigeants CGT organisaient un cortège dans le 8^e arrondissement de Lyon, cortège qui devait se terminer devant l'église avec... bien peu de travailleurs. Puis, au retour, un homme était envoyé par les responsables CGT pour couper les fils du micro qu'utilisait un représentant de la CFDT pour appeler à une assemblée générale. Ajoutons encore que c'est à partir de ce jour que les militants CGT ont déserté les piquets de grève — leurs chefs les obligeant à se soumettre aux menaces de la justice bourgeoise...

Le 25, après la première agression des cadres contre les piquets de grève, les responsables de l'USTM-CGT organisaient «un rassemblement... pour l'ouverture immédiate des négociations chez Paris-Rhône». Ils essayaient ainsi de dissuader les travailleurs de poursuivre la lutte jusqu'à ce que soit établi un rapport de forces suffisant pour imposer au patron — qui se trouverait alors en position de faiblesse — des négociations aboutissant effectivement à la satisfaction des revendications. Ces mêmes dirigeants cégétistes décidaient en outre de quitter le comité de grève. Dans un communiqué, ils se déclaraient «Pour une action consciente de la grande masse des travailleurs, à tout moment, en fonction des événements». Mais, ajoutaient-ils, «la responsabilité de la lutte incombe aux organisations syndicales. C'est pourquoi la CGT en tant qu'organisation ne participe plus aux réunions et aux décisions du comité de grève» (voir l'Humanité du 26 novembre page 7).

Le lendemain, lors de l'agression contre les grévistes de l'usine Mermoz, alors que les ouvriers continuaient de manifester devant les usines malgré les assauts brutaux de la police, les responsables CGT, eux, appelaient à manifester à plus d'un kilomètre de là. Ils essayaient par tous les moyens d'éloigner les ouvriers de l'usine, ils ne voulaient pas que les travailleurs réoccupent les ateliers.

Le 27, les révisionnistes dirigeant la CGT cédaient aux pressions du patron. Celui-ci exigeait depuis le début que l'occupation

cesse, que les usines soient évacuées avant que s'engagent des négociations. Il parlait même de 200 licenciements si ses volontés n'étaient pas accomplies. Les dirigeants cégétistes ont accepté cela. Ils ont fait pression sur leur section d'entreprise de Villeurbanne et ont exigé des travailleurs qu'ils évacuent les locaux, soi-disant pour enlever à la direction tout prétexte de blocage des négociations. Ils ont tenté diverses manœuvres pour obtenir l'évacuation et la reprise du travail. Et de source officielle s'ils ne sont pas arrivés à leur fin, c'est uniquement à cause d'un «petit nombre d'irréductibles».

De plus, ces faux communistes ont joué sur le pourrissement complet de la grève, et c'est ce qui explique leur appel à un arrêt de travail pour la journée du 27 — alors que les ouvriers continuaient leur grève illimitée car il n'y a pas 50 % de grévistes comme le prétend la radio mais 80 %. Parmi les non grévistes on ne compte guère que 150 ouvriers. Il faut noter également que la direction CGT a dénoté la revendication des travailleurs, 250 F pour tous, en la réclamant dans le cadre d'une remise en ordre de la grille des salaires dans la convention collective nationale.

De plus, les dirigeants cégétistes non contents de se tenir à l'écart des manifestations organisées contre la répression par les ouvriers et leur comité de grève, avec l'aide de la CFDT, ont tout fait pour que les travailleurs d'autres entreprises n'y participent pas non plus. C'est ainsi que les dirigeants de l'Union départementale CGT se sont livrés à un véritable travail de sape pour que les sections CGT des diverses boîtes de la région ne répondent pas à l'appel de la CFDT le 27 au soir. Cette manifestation devait néanmoins rassembler plus de 2 000 personnes.

Par ailleurs, la fédération du Rhône du PCF, dans un tract diffusé le 27 novembre, après avoir débité son couplet habituel sur les libertés, attaque directement les travailleurs par le biais d'une dénonciation des groupes dits «gauchistes», auxquels elle attribue la responsabilité de la répression patronale !

Malgré ces coups bas portés à leur lutte par les faux communistes du PCF, les grévistes sont toujours décidés à rester unis et à combattre. Le comité de grève a organisé un gala de soutien au Théâtre du 8^e, à deux pas de l'usine, les collectes se multiplient. La lutte continue.

LA SECURITE SOCIALE

QUESTIONS POSEES A UN RESPONSABLE CHINOIS

Quels sont les systèmes de service médical actuellement en vigueur ?

En Chine, le service médical vise, non à faire des profits, mais à protéger la santé du peuple. Trois systèmes sont appliqués : les soins médicaux gratuits, la cotisation médicale et les soins médicaux payants.

Qui bénéficie des soins médicaux gratuits ?

Selon les règlements d'assurance-travail promulgués par l'Etat, quand un ouvrier ou employé d'une entreprise industrielle, minière et de transports et communications d'Etat se fait soigner dans un dispensaire ou un hôpital de son entreprise, ou par tout autre hôpital ou médecin spécialement désigné, il ne paie que les frais d'inscription, et de nourriture en cas d'hospitalisation ; tous les autres frais — traitement, médicaments ou opération chirurgicale — sont inscrits au compte de l'unité de travail à laquelle il appartient. Une réduction de 50 % sur ces frais est accordée aux parents, enfants, femme ou mari qui sont à sa charge. L'argent nécessaire pour régler les dépenses médicales du personnel est fourni par les fonds d'assurance-travail de l'entreprise intéressée. Le malade qui a besoin d'une longue période de congé reçoit, à part un traitement gratuit, un certain pourcentage de son salaire, en rapport avec son ancienneté et la durée de son congé de maladie, et cela jusqu'à sa guérison. Pendant ce temps, si sa famille a des difficultés matérielles, son unité de travail lui accorde une subvention convenable. Quelle que soit la durée du congé de maladie, l'intéressé garde son emploi. En cas de blessure par suite d'un accident du travail, tous les frais médicaux sont gratuits, 80 % des frais de nourriture pendant l'hospitalisation sont versés par l'Etat, le blessé touchant plein salaire. Les ouvriers et employés en retraite bénéficient toujours de soins médicaux gratuits. Ces droits d'assurance-travail sont valables aussi pour le personnel des fermes d'Etat.

Le personnel des organismes gouvernementaux, des organisations populaires, des unités culturelles, sportives, de la santé publique et de la construction économique bénéficie également de soins gratuits, ainsi que les invalides de guerre, les travailleurs du commerce, les professeurs et étudiants des écoles supérieures et spéciales, les professeurs des écoles secondaires et les instituteurs (non compris ceux des écoles primaires rurales gérées par la population). Les avantages sont les mêmes que pour le personnel des entreprises industrielles et minières, à cela près que les parents, enfants, femme ou mari n'ont droit à aucune réduction des frais médicaux.

Les femmes travailleuses bénéficient-elles d'avantages particuliers ?

Dans les règlements d'assurance-travail et autres statuts, de nombreuses mesures de protection sont prévues pour les ouvrières et employées des organismes d'Etat, des entreprises industrielles et minières et des services publics. Par exemple, les femmes travailleuses peuvent prendre leur retraite 5 ans plus tôt que les hommes (en général à 55 ans) ; à partir du 7^e mois de grossesse, elles sont exemptées de tout travail de nuit et de toute tâche plus ou moins pénible ; leur journée de travail de 8 heures est ré-



Des travailleurs convalescents et des travailleurs médicaux se promènent dans le parc d'un sanatorium dans la province du Yunnan.

duite à 7 avec plein salaire. Elles ont droit également à des examens prénataux périodiques gratuits, aux frais d'accouchement payés par l'Etat (pour les fonctionnaires) ou par la caisse d'assurance-travail (pour les ouvrières) et à 56 jours de congé maternité payés, avec prolongation de deux semaines en cas de jumeaux ou d'accouchement difficile. Les mères qui allaitent au sein sont dispensées de travail de nuit ; elles peuvent interrompre leur travail deux fois par jour (30 minutes chaque fois) pour nourrir leur bébé, le temps d'allaitement étant prolongé si l'enfant est gardé à la maison et non à la crèche de l'entreprise.

Qu'est-ce que le système de cotisation médicale ?

Dans la campagne chinoise, les brigades de production pratiquent le système de cotisation médicale. Avec les cotisations versées par les paysans (un à deux yuans* par an), auxquelles s'ajoute une certaine somme prélevée sur les fonds collectifs de la brigade, on établit un dispensaire. Chaque consultation coûte seulement 3 à 5 fens, si elle n'est pas gratuite. Les médicaments sont donnés à titre gracieux. Les malades qui ne peuvent être traités au dispensaire sont transférés dans un hôpital de la commune, du district ou de la municipalité voisine. Les frais de traitement sont réglés par le dispensaire de la brigade.

A l'heure actuelle, tous les districts, la plupart des communes possèdent leur hôpital, toutes les brigades leur dispensaire, ce qui témoigne d'une nette amélioration du service médical à la campagne.

L'Etat consacre la majeure partie de ses fonds pour la santé publique à l'aide aux œuvres sanitaires des communes et des districts sous forme de subventions, fournitures de médicaments et de matériel médical. Les équipes médicales ambulantes envoyées chaque année dans les villages, tout en s'occupant du traitement et de la prévention des maladies, aident les paysans à former leur propre personnel sanitaire.

Les soins médicaux coûtent-ils cher pour ceux qui paient ?

Certains membres de la famille du personnel des organismes d'Etat, des organisations populaires et des établissements d'en-

seignement doivent payer eux-mêmes leurs frais médicaux.

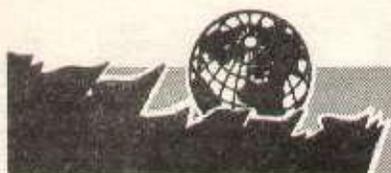
En général, ces frais sont modiques. A Pékin, par exemple, une consultation coûte un jiao*, les examens de laboratoire ordinaires sont gratuits, un examen spécial demande tout au plus quelques jiaos ; une séance de physiothérapie ne coûte qu'un à 5 jiaos ; pour une radioscopie thoracique, on ne dépense que 3 jiaos. Les salles d'hôpitaux ne sont pas divisées en classes, et les frais d'hospitalisation vont de quelques jiaos à un yuan par jour. Les opérations thoraciques et cérébrales ainsi que d'autres interventions complexes coûtent 30 yuans ; 10 à 15 yuans suffisent pour une opération ordinaire. Une opération pour une appendicite ou une hernie peut être faite pour quelques yuans seulement. On paie 5 yuans pour les frais d'accouchement ; pour un enfant atteint de pneumonie, le traitement, avec, par exemple, 8 jours d'hospitalisation, demande environ 16 yuans ; après une amygdalectomie, le malade reste 5 jours à l'hôpital en dépendant en tout et pour tout 15 yuans.

Avec le développement rapide de l'industrie pharmaceutique, l'Etat, qui se soucie constamment de la santé du peuple, n'a cessé de baisser les prix de vente des médicaments. En août 1969, une baisse moyenne de 37 % a été réalisée d'un coup dans le pays entier, ce qui équivalait à une réduction de quelque 80 % sur les prix de 1950, au lendemain de la Libération. Le prix de détail est passé de 23 à 14 fens pour 200 000 unités de pénicilline, de 44 à 24 fens pour un gramme de streptomycine, de 12 à 5 fens pour 0,25 g de tétracycline, et de 8 à 3,5 fens pour 0,25 g de terramycine. La réduction a touché également les prix du matériel médical, des réactifs, des vaccins, du plasma, etc.

L'Etat procède chaque année à des vaccinations gratuites contre la variole, la rougeole, la diphtérie, la coqueluche, la fièvre typhoïde, la poliomyélite, la tuberculose. Les maladies endémiques, comme la schistosomiase dans la Chine du Sud, sont traitées aux frais de l'Etat.

A l'heure actuelle, le système de cotisation médicale est pratiqué, à titre d'essai, parmi la population de certains quartiers urbains.

* 1 yuan 10 jiaos 100 fens 2,50 F



LES PEUPLES DU MAGHREB NE SE LAISSERONT PAS DIVISER

Le 14 novembre dernier un accord tripartite Espagne-Maroc-Mauritanie organisait le désaisissement de l'administration coloniale espagnole sur le Sahara occidental au profit des deux États voisins chargés de gérer la «période transitoire».

L'occupation, vendredi dernier, de la ville de Smara, en territoire saharoui, par l'armée royale marocaine, est, dans ce sens, un acte regrettable qui ne peut qu'accroître la tension, déjà très vive, à la frontière où les accrochages entre armée marocaine et unités de combattants du F. POLISARIO, le mouvement de libération du Sahara occidental, ont déjà fait plusieurs morts.

L'Algérie qui n'a pas de revendications sur ce territoire, a toujours soutenu le F. POLISARIO et la cause de l'autodétermination du peuple saharoui. Le président Boumediène s'en expliquait récemment en précisant : «Le problème nous intéresse parce que l'évolution de la situation géo-politique de la région ne peut pas nous laisser indifférents. Des courants revendiquent pour le Maroc l'ensemble du Sahara occidental, mais aussi la Mauritanie et une partie importante du territoire algérien. Dans l'esprit des promoteurs de ces théories, où commencent et où finissent les frontières du Maroc ? Personne ne le sait... Or, dans ce problème, que demande l'Algérie ? L'application des réso-

lutions des Nations unies, le respect des décisions de la Cour internationale de justice et l'application du principe des droits universels des peuples à l'autodétermination. Pourquoi a-t-on donc si peur du choix que pourrait faire le peuple saharoui ?»

Et, parlant de l'avenir du Maghreb, le président Boumediène concluait : «Il est inscrit dans la logique de l'histoire. Quelles que soient les péripéties du moment, le Maghreb des peuples se fera... Les peuples du Maghreb qui sont un par leur histoire, leur religion, leur langue, leur civilisation et leurs aspirations se retrouveront inéluctablement pour construire ensemble un avenir de progrès. S'il existe des contradictions à l'heure actuelle, elles ne peuvent pas rester permanentes.»

Ces sages paroles marquent en même temps la fermeté qui refuse le chantage du Maroc et la volonté de ne pas se laisser entraîner sur la voie de la division comme le souhaiteraient en tout premier lieu, les superpuissances qui se réjouissent chaque fois que des contradictions opposent des pays du tiers monde entre eux, et qui font tout pour les provoquer et les attiser. Les pays du Maghreb, et le peuple du Sahara occidental, soutenu par le tiers monde uni sauront trouver pacifiquement la solution du conflit qui les sépare actuellement.

VERS UNE REVISION DE LA CHARTE DE L'ONU

En dépit de l'opposition très violente des deux superpuissances, l'ONU a inscrit à l'ordre du jour de ses débats la question de la révision de la charte de l'organisation et particulièrement du droit de veto des membres du Conseil de sécurité. Rappelons qu'en vertu de ce droit chacun des membres permanents du Conseil de sécurité (URSS, USA, France, Grande-Bretagne, Chine) peut, à tout moment bloquer une décision, même si elle a recueillie la majorité des suffrages de l'Assemblée générale rassemblant tous les pays membres.

Les petits et moyens pays font valoir, à juste titre, que des changements fondamentaux sont intervenus dans la vie internationale au cours de ces 30 dernières années. De très nombreux pays, autrefois colonisés, ont désormais accédé à l'indépendance ; le nombre des membres de l'ONU s'élève désormais à 143, il faut donc réviser la charte adoptée il y a 30 ans par 51 pays seulement.

La Chine, qui en tant que membre du Conseil de sécurité, dispose du droit de veto, a déjà depuis longtemps clairement pris position en faveur de son abolition, en accord avec les pays du tiers monde qui refusent ce privilège exorbitant dont les deux superpuissances ont usé et abusé pour imposer leur loi à l'ensemble de la planète.

En alléguant que la présente charte reflète les réalités objectives des relations internationales et se conforme entièrement à la situation internationale de l'heure, les deux superpuissances refusent de reconnaître

l'émergence du tiers monde, son statut et son rôle dans les affaires internationales actuelles. Toutes deux s'opposent obstinément à toute tentative de remise en cause de leurs privilèges. Pour le représentant américain il faut «œuvrer dans le cadre de la charte existante» car «les conditions ne sont pas encore réunies pour un travail sérieux».

Le représentant soviétique Malik, s'est montré plus brutal encore, décrétant que l'URSS «rejette toute tentative de réviser la charte» et s'oppose à l'établissement d'une «commission sur sa révision». Plaidant pour le maintien du droit de veto, il a affirmé qu'il ne «s'agit pas d'un privilège mais d'une nécessité historique», que toute tentative de l'abolir «saperait les fondements de l'organisation». Il a même été jusqu'à menacer que toute tentative en ce sens «signifierait en fait le déclenchement d'une guerre mondiale thermo-nucléaire».

Se faisant le porte-parole des aspirations de l'ensemble du tiers monde, le délégué tanzanien lui a vertement répondu : «Les raisons avancées par ceux qui s'opposent vivement même à une discussion de l'examen de la charte ne font que nous raffermir dans notre détermination... Ceux qui ont souligné avec emphase que le monde, jusqu'à ce jour, avait été sauvé du danger d'une guerre mondiale, preuve, selon eux, que la charte a pu soutenir les épreuves du temps, ont oublié que c'est durant cette période que des centaines de milliers de tonnes de bombes ont été larguées sur des êtres humains innocents dans de nombreuses parties du monde.»

JAPON : UN MILLION DE GRÉVISTES

Un million d'ouvriers et employés des chemins de fer, et des postes et télécommunications ont déclenché une grève de 10 jours pour exiger que le droit de grève soit reconnu légalement au Japon. La circulation de 20 000 trains a été interrompue et le réseau des chemins de fer d'État se trouve complètement paralysé.

Le droit de grève dans les entreprises publiques japonaises avait été supprimé en mars 1946 par les autorités militaires américaines qui occupaient alors le Japon. Depuis lors les grèves ouvrières sont toujours interdites par le gouvernement japonais ce qui n'empêche pas le développement de luttes de très grande ampleur.

O.L.P. : PAS QUESTION DE RECONNAITRE ISRAËL

Ezzedine Kalak, porte-parole de l'O.L.P. à Paris, a démenti formellement au cours d'une émission de radio, l'hypothèse avancée dans certains milieux américains selon laquelle l'O.L.P. aurait l'intention de reconnaître l'État d'Israël. Il a rappelé que l'attitude de l'O.L.P. était fixée par le programme politique adopté lors de la 12ème session de l'Organisation tenue au Caire en 1974. Il a d'autre part, démenti l'existence de contacts entre l'O.L.P. et Israël, rappelant que «pour Israël et pour le mouvement sioniste il n'y a pas de peuple palestinien, nous sommes des fantômes pour l'État d'Israël.»

GUATEMALA : LES TRANSNATIONALES EN ACCUSATION

La délégation de l'Équateur à la 5ème conférence inter-américaine des ministres du Travail a présenté un projet de résolution limitant les activités des sociétés transnationales qui pillent les richesses du tiers monde et exploitent sa main d'œuvre.

Ce projet de résolution condamne particulièrement les entraves apportées par les transnationales, disposant d'une technologie avancée, au développement de la petite industrie et de l'industrie artisanale locale. Il considère que les activités des sociétés transnationales font gravement obstacle à l'application de la législation du travail en vigueur dans les pays concernés et dénonce leurs pratiques discriminatoires à l'égard du personnel local dans les domaines des salaires et des avantages sociaux.

R.F.A. : OUI AU DIALOGUE NORD-SUD

Au cours d'un séjour au Venezuela, le ministre des Affaires étrangères de la RFA vient de réaffirmer la nécessité de promouvoir le dialogue entre pays pauvres et pays riches de la planète et de discuter, au cours de la prochaine conférence Nord-Sud à Paris, de toutes les questions soulevées par le tiers monde. «Nous ne devons pas considérer les pays en voie de développement comme de simples fournisseurs de pétrole et de matières premières, a-t-il dit, mais nous devons être prêts à leur acheter des produits manufacturés et semi-manufacturés». Il a souligné que la RFA s'opposerait à l'adoption de toute mesure de pression économique comme moyen de pression politique sur le tiers monde.

BIEVRE :

3ème ASSISES NATIONALES DU GROUPE D'INFORMATION SANTE

Le Groupe d'information santé (GIS) vient de tenir à Bièvre, au cours du week-end dernier, ses troisième assises nationales réunissant quelque 200 personnes.

Formé début 72, le GIS se présente déjà avec un assez riche bilan sur les objectifs qu'il se fixait à sa création : développer la contestation du système de santé tel qu'il est pratiqué actuellement dans notre pays, sous le signe du profit capitaliste, lutter contre «la propagande trompeuse qui confond à dessein l'augmentation de la consommation de médicaments et l'amélioration des conditions de santé».

L'effort du GIS a consisté à refuser la réflexion en chambre de spécialistes de la médecine et, plus largement, de la santé, pour impulser l'amorce d'un dialogue entre tous ceux que concernent ces questions : médecins, travailleurs para-médicaux et usagers ; ils cherchent ensemble à collecter les informations, les réfléchir, trouver des solutions, des perspectives d'actions.

Certes, il ne s'agit pas d'entretenir des illusions. Le GIS ne prétend pas, à lui seul, résoudre les problèmes de la santé du peuple. Une médecine, une santé au service du peuple ne peuvent exister sans un pouvoir qui serve le peuple. Mais il incite à une réflexion politique sur ce

qui existe d'intolérable en ce domaine, sur ce qui devrait et pourrait être, en proposant des axes de luttes.

En ce sens, le GIS a déjà joué un rôle non négligeable dans la dénonciation des conditions de vie et de travail des ouvriers de Pennaroya, Rhône-Poulenc, des «lignards» des PTT. Il a suscité le «manifeste des 330 médecins» prenant courageusement position en faveur de l'avortement libre et gratuit, la création du MLAC, la vulgarisation de la méthode Karman. Il a aussi engagé la bataille contre l'ordre réactionnaire des médecins, création du gouvernement de Vichy, destiné à maintenir l'ordre capitaliste dans le domaine de la médecine et de la santé.

Dans cet effort de dénonciation et de recherche d'une santé qui soit réellement au service du peuple, le GIS s'est aussi heurté frontalement à la conception bourgeoise de la médecine que défend le PCF ; certains témoignages présentés devant ces assises étaient, à cet égard, parfaitement explicites. Car, malgré sa démagogie sur le «secteur social» dont il affectionne de faire son cheval de bataille, concrètement, dans le domaine de la médecine et de la santé aussi, le PCF se trouve «de l'autre côté de la barrière».

Dans son travail multiforme qui aborde la médecine dans les

DANS UN I.U.T A BORDEAUX

Des professeurs "communistes" licencient

En décembre 1974, l'ensemble des travailleurs en formation à l'IUT (Institut universitaire de technologie) carrières sociales de Bordeaux (Talence), ne pouvant plus supporter la formation qui leur était donnée, décident de bloquer la passation des examens partiels afin de présenter un dossier d'analyse critique de la pédagogie avant la fin du premier trimestre.

L'attitude du corps enseignant, dont la majorité membre du PCF, face à cette remise en cause, a été le chantage aux examens partiels.

Les travailleurs en formation qui avaient pris en main leur formation ont été durement sanctionnés : seize redoublants ou exclus en fin d'année 1974-75

(dont plusieurs appartenant à la section syndicale CFDT).

Devant ces décisions illégales, neuf d'entre eux ont déposé une requête administrative pour excès de pouvoir.

Parmi eux, cinq qui sont des travailleurs en reconversion (ayant déjà exercé une activité professionnelle pendant au moins trois ans) ne touchent plus leurs salaire et n'ont plus droit à la sécurité sociale depuis cinq mois (date des sanctions). De fait, ils ont été licenciés.

Depuis le lundi 25 novembre, 9 heures, quatre d'entre eux occupent le bureau du chef de département, seul moyen de faire aboutir leurs justes revendications : application immédiate de la loi pour les travailleurs en reconversion et les travailleurs en formation ; pas de redoublements ni d'exclusions ; unités de valeur capitalisables ; mise en place d'une commission tripartite (enseignants, travailleurs en formation, personnalités extérieures) de contrôle sur les redoublements et exclusions à la suite d'un mouvement collectif.

Ils entendent y rester jusqu'à ce qu'elles soient satisfaites !

Comité de soutien et section CFDT

entreprises, les hôpitaux, la médecine préventive, le GIS se trouve confronté, du fait de son développement, à une crise de croissance. En raffermissant ses structures de travail, en le dotant d'un organe d'information et de réflexion permettant la circulation des idées et des expériences, l'objectif de ces assises qui rassemblaient militants et sympathisants était de lui permettre de surmonter cette crise pour aller de l'avant.



sur le front culturel

Cinéma: «CHRONIQUE DES ANNEES DE BRAISE»

FILM ALGERIEN DE LAKHDAR-HAMINA

Le film algérien «Chronique des années de braise» vient de sortir à Paris, en salles commerciales. Long métrage de Mohamed Lakhdar-Hamina, il a obtenu la palme d'or du dernier Festival de Cannes.

Les conditions idéologiques et politiques dans lesquelles sont décernés les prix de ce Festival, dominé par la connivence vénale de milieux spécialisés vendus à l'occident impérialiste en même temps qu'aux sociaux-impérialistes soviétiques, n'incitent pas à accorder d'emblée quelque exceptionnel crédit aux films couronnés.

«Chronique des années de braise» mérite pourtant d'être vu par le public français. Il s'agit en effet d'un scénario conçu pour des intellectuels, mais dont certaines scènes, porteuses de vérités historiques de l'épo-

que coloniale, constituent des révélations précieuses pour le public populaire.

La misère et la famine atroces des populations algériennes, le typhus, le comportement raciste et terroriste des représentants de la colonisation, les méthodes très spéciales de recrutement ou conscription militaires employées à l'encontre des jeunes Algériens, la répression criminelle contre le mouvement nationaliste, réformiste ou révolutionnaire, l'évocation très brève il est vrai des massacres de mai 1945, voilà qui nous concerne, au moins à postériori... Il faut voir ces séquences qui restituent une partie de l'ignoble histoire du colonialisme français.

La qualité des images, au sur plus, les gros-plans de visages de fellahs, de femmes, d'enfants, les sites, la campagne comme les

villes, les ruelles comme le cimetière font de ce film une œuvre dont la qualité esthétique est indéniable. Il s'agit d'une œuvre artistique réussie du point de vue de la forme.

Malheureusement, si l'on se place du juste point de vue de la critique prolétarienne, le fond même du scénario déçoit tout spectateur avide d'assister à une dénonciation plus explicite et plus compréhensible du système colonial par un cinéaste du tiers monde.

Le personnage du «mahboul», c'est-à-dire du fou (dont on découvre ici que le synonyme français «maboul» vient de l'arabe) est censé porter au spectateur la pensée philosophique de Lakhdar Hamina, qui tient d'ailleurs avec aisance le rôle de ce personnage. Mais le moins qu'on puisse dire, c'est que l'expres-

sion, en sous-titres français de cette pensée n'est pas claire.

C'est donc pour l'insuffisance de ses explications et de sa dénonciation analytique du colonialisme que nous nous associerons aux réserves qui ont été faites par certains critiques algériens eux-mêmes.

Cependant, laissant nos frères algériens discuter entre eux des mérites ou des défauts de cette super-production financée par leur propre État, nous concluons, en tant que spectateurs français, en considérant que pour notre public le positif l'emporte sur le négatif.

Gageons d'ailleurs que nombre de spectateurs racistes et chauvins ne manqueront pas d'y voir une grave atteinte à la «dignité» de ce qu'ils appellent la France !

Allez donc voir «Chronique des années de braise».



LE PARTI MARXISTE-LENINISTE UNIQUE NE PEUT ETRE QU'UN PARTI REVOLUTIONNAIRE, PARTI DE CLASSE DE LA CLASSE OUVRIERE

Où en est le processus d'unification des formations se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung ?

Telle est la question que nous posent de nombreux lecteurs. Telle est la question qui suscite curiosité, antagonisme ou sympathie, au-delà de nos propres rangs.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France et l'Humanité Rouge sont en discussion avec six organisations. Bilatérales, les discussions progressent de manière inégale. Dans un cas, elles aboutissent à un ralliement qui sera annoncé par les camarades intéressés eux-mêmes dans un proche avenir. Dans un autre cas, elles ont débouché sur la publication d'un communiqué commun exposant six points d'accord importants (voir H.R. No 375 du 25 novembre dernier). Dans les autres cas, les discussions font apparaître des points d'accord ou de convergence, et des points de désaccord ou de divergence. Le fait le plus important, à l'étape actuelle, reste qu'à l'anathème ait succédé le dialogue, que les injures réciproques aient été remplacées par l'échange d'arguments.

Notre appréciation positive du processus d'unification ne doit toutefois pas dissimuler une réalité concrète : ce processus ne peut échapper à une lutte aigue entre idéologie prolétarienne et idéologie bourgeoise. Il est inévitable qu'il y ait lutte de classes sur sa conception comme sur son objectif final, l'existence et l'activité tant souhaitées par les travailleurs d'un parti marxiste-léniniste unique.

Le dogmatisme, le sectarisme, le recours à des pratiques ne relevant pas du désir sincère d'unité, l'esprit de boutique, le colportage de ragots, le subjectivisme, la persistance d'attitudes antagonistes anciennes, voilà autant de défauts caractéristiques de l'idéologie et de l'idéalisme petit-bourgeois qui ne peuvent disparaître du jour au lendemain. Ces courants néfastes se manifestent encore, à des degrés inégaux et tout en déclinant, dans plusieurs des formations intéressées. Nous souhaitons que les dirigeants de ces formations s'emploient à les faire disparaître comme nous nous y sommes employés dans nos propres rangs avec succès.

Avec certains de nos interlocuteurs, l'unification idéologique reste encore insuffisante. Si cette dernière avait été vraiment solide, certains d'entre eux nous auraient-ils proposé comme ils l'ont fait un débat avec des trotskystes ?

Nous mettons sérieusement en garde ces camarades, qui se réclament du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung, contre la voie bourgeoise dans laquelle les engageraient d'éventuels entretiens « unitaires » (!) avec ces représentants de la petite et moyenne bourgeoisie manipulés par la grande, les trotskystes, sous quelque étiquette se dissimulent-ils et quels que soient leurs bavardages révolutionnaristes.

Pour bien discerner le danger que nous signalons, il n'y a qu'à réfléchir à l'aventure sans issue dans laquelle les trotskystes du Portugal ont conduit des soldats et travailleurs sincèrement révolutionnaires, en les plaçant à la remorque des renégats révisionnistes et en les abandonnant aux manipulations criminelles et traîtresses, des agents du social-impérialisme soviétique. Et que l'on n'invoque pas ici la théorie stupide du débordement des forces du révisionnisme moderne, il faut savoir de quoi l'on parle ! L'histoire du mouvement communiste et ouvrier international fourmille d'exemples prouvant que le trotskysme, c'est la contre-révolution, tout comme le révisionnisme ancien ou moderne. Le Parti marxiste-léniniste unique ne peut être qu'un parti révolutionnaire prolétarien, parti de classe de la classe ouvrière ! Il n'a donc rien à voir avec les trotskystes.

Le processus d'unification doit-il se limiter à des conversations de sommet ? Si seules, certes, ces conversations ont ou auront à un moment ou l'autre qualité pour arrêter des décisions communes, nous considérons que les discussions à la base sont nécessaires.

En désaccord avec la méthode du développement de discussions simultanément au sommet et à la base, les dirigeants d'une formation ont toutefois laissé croire à leurs militants que l'Humanité Rouge « était d'accord pour interdire, comme eux-mêmes, toute discussion entre militants de base ». Or cela est tout à fait inexact : le point de vue que nous défendons figure dans une correspondance adressée à cette formation et nous trouvons navrant que certains militants de sa base s'enfuient à l'approche des nôtres pour refuser toute discussion !

Pour ce qui nous concerne, nous accordons une confiance absolue à nos militants de base pour discuter avec qui que ce soit, nous ne nous sentons nullement supérieurs à eux, nous les engageons à avoir des discussions unitaires, nous les tenons régulièrement informés de toutes les positions exprimées au cours des rencontres avec d'autres formations, nous tenons compte des avis avancés par eux notamment après qu'ils aient étudié les textes et lettres communiqués publiquement ou non par nos interlocuteurs. Nous appliquons le centralisme démocratique.

Nous pensons que la formation qui interdit autoritairement à sa base d'accepter avec la nôtre des discussions ne fait pas preuve d'une bonne méthode. D'ailleurs elle place ainsi ses propres camarades dans une position d'infériorité peu défendable. A notre avis, elle agirait de manière plus efficace et plus prolétarienne en communiquant à ses militants de base tous les éléments de jugement relevant du processus d'unification, par exemple les textes intégraux des lettres que nous adressons régulièrement à leurs dirigeants pour leur présenter nos points de vue et certaines critiques concrètes.

Chacun a pu constater d'ailleurs notre propre souci d'informer, au-delà de nos militants de base, nos lecteurs eux-mêmes sur les positions des formations avec lesquelles nous sommes en discussion. Nous avons publié dans ce but des textes rédigés par plusieurs formations elles-mêmes, ce qui nous a valu un courrier fort positif témoignant de l'intérêt apporté par nos lecteurs à cette juste initiative.

L'unification n'est pas l'affaire exclusive de dirigeants seuls responsables. Elle exige d'être prise en main, aussi, par tous les militants se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung, à quelques fonctions militantes qu'ils se consacrent. Il ne faut pas redouter les luttes entre deux idéologies que feront naître les discussions nécessaires. Au contraire, discuter de l'unification à la base en même temps qu'au sommet, c'est donner vie au juste processus « unité-critique-autocritique-unité » et contribuer à promouvoir la nouvelle unité prolétarienne indispensable. Au surplus cela aide à la qualité des manifestations organisées sous le signe de l'unité d'action.

Les efforts développés pour un parti marxiste-léniniste unique soulèvent de grands espoirs, tout spécialement parmi les travailleurs qui savent mieux que quiconque ce qu'ils ont à y gagner. Ce PARTI n'apparaîtra qu'à l'issue d'un processus qui comportera inévitablement la scission entre partisans sincères de l'unité (l'immense majorité) et adversaires jusqu'aboutistes de l'unité (une poignée de sectaires, pour ne pas employer un qualificatif plus sévère), entre marxistes-léninistes conséquents et éléments se révélant étrangers au marxisme-léninisme. C'est là un processus de lutte entre deux lignes, entre deux voies, entre deux classes, entre prolétariat et bourgeoisie. Que les militants prolétariens, c'est-à-dire tous ceux, ouvriers ou non, qui se placent sur les positions idéologiques du prolétariat agissent à la base comme aux sommets pour imposer le recours aux justes méthodes expérimentées avec tant de succès par le président Mao ! Alors le Parti marxiste-léniniste unique s'édifiera irrésistiblement à travers les grandes luttes de classes déjà commencées contre la bourgeoisie capitaliste et les révisionnistes modernes, contre les deux superpuissances, pour la révolution prolétarienne et l'indépendance nationale.

Un dernier mot, un dernier appel : amis lecteurs, qui approuvez notre point de vue et notre combat sur la question de l'unification des marxistes-léninistes, venez donc soutenir notre action en rejoignant immédiatement nos rangs ! En militant à nos côtés, vous nous aiderez plus efficacement à atteindre nos objectifs. Ensemble nous ferons triompher l'unification de tous les authentiques marxistes-léninistes et réaliserons ainsi une nouvelle étape décisive de l'édification en France d'un véritable et unique parti révolutionnaire prolétarien.

Jacques JURQUET

**MANIFESTEZ MASSIVEMENT
CONTRE LES CRIMES RACISTES ET LES EXPULSIONS
DE TRAVAILLEURS IMMIGRÉS !
JEUDI 4 DÉCEMBRE A 18h 30, PLACE DE LA BASTILLE
(Côté rue de la Roquette)**

A l'appel de l'Union des communistes de France (marxiste-léniniste) (UCFML) et de l'Humanité Rouge

ARMÉE : 15 JEUNES INCULPÉS (Suite de la page 1)

Et de fait à aucun moment lorsqu'on parle de la question de l'armée on ne peut la dissocier de la ligne politique des diverses forces qui s'y affrontent.

Car si les aspirations des masses se manifestent de façon spontanée, comme ce fut le cas à Draguignan, il n'en reste pas moins que l'agitation et l'organisation permanente des soldats implique l'application d'une ligne politique.

L'armée bourgeoise n'est pas un secteur d'activité comme un autre comme veulent le faire croire trotskystes et révisionnistes de la clique Marchais. Non, l'armée c'est le pilier principal de l'appareil d'État.

C'est aussi l'instrument auquel on a recours lorsque les conflits ne peuvent plus être réglés politiquement. Et c'est pourquoi l'armée est un enjeu capital pour les différentes forces politiques. Aussi l'Internationale communiste recommanda-t-elle toujours aux révolutionnaires prolétariens d'y mener un travail extrêmement clandestin et d'encourager les ouvriers et les paysans à apprendre à se servir des armes pour les retourner contre la bourgeoisie le moment venu. Quant aux syndicats, nécessairement légaux, en plein cœur de l'appareil d'État bourgeois c'est premièrement une naïveté réformiste, et deuxièmement un moyen d'infiltration et un marchepied pour des forces politiques qui n'avouent pas leurs véritables objectifs.

A l'opposé les marxistes-léninistes sont très clairs. L'armée bourgeoise a aujourd'hui 3 fonctions : étant l'armée d'un pays capitaliste du second monde à la fois impérialiste et en butte aux superpuissances, elle est une armée de répression du peuple de France et aussi des peuples colonisés ou néo-colonisés (Guadeloupe, Djibouti, etc.) mais elle a aussi dans la situation internationale actuelle une importante mission de défense nationale. Pour ses deux premières missions

il faut s'y opposer fermement. Mais il faut encourager tout ce qui va dans le sens de l'opposition aux deux superpuissances et notamment à la plus agressive, l'URSS de Brejnev et Cie. Non seulement nous encourageons tout ce qui va dans le sens du renforcement de la défense nationale mais encore nous luttons pour une véritable formation militaire aux soldats. Mais cela la bourgeoisie ne le fait pas car elle a peur des masses populaires, et c'est pourquoi elle finit un jour ou l'autre par trahir comme ce fut le cas en 1871 et en 1940, puis trahissant le peuple elle collabore avec l'étranger.

La situation internationale actuelle exige des authentiques forces révolutionnaires qu'elles agissent sans ambiguïté contre les préparatifs de guerre des superpuissances notamment l'URSS qui utilise la subversion comme moyen d'affaiblir les proies qu'elle rêve de soustraire à l'impérialisme US.

Il est impossible de dire aujourd'hui si la guerre entre les superpuissances précèdera la révolution ou si la révolution précèdera la guerre. Aussi les soldats révolutionnaires conséquents ne doivent-ils pas perdre de vue qu'il faut se préparer à combattre les deux superpuissances pour l'indépendance nationale. Cette dernière constitue, d'ailleurs, une condition de la révolution prolétarienne.

Quoi qu'il en soit, ce n'est pas en réprimant des jeunes de vingt ans, manipulés par des forces politiques profitant aux entreprises hégémoniques de la superpuissance russe, que s'édifiera l'indispensable force de résistance nationale et populaire.

Les soldats déferés devant la Cour de Sécurité de l'État ne sont que des comparses. Ce sont les véritables responsables qui doivent être mis dans l'impossibilité de jouer leur rôle de cinquième colonne.

**CHINE :
TENG SIAO-PING A REÇU FORD**

Moscou et Washington font planer sur le monde la menace d'un nouveau conflit planétaire, a souligné en recevant Ford, lundi soir à Pékin, Teng Siao-ping, vice-premier ministre chinois.

Dans le discours qu'il a prononcé dans la salle de banquet de Gerald Ford, le vice-premier ministre a déclaré (selon AFP) que la «situation internationale» est actuellement telle qu'elle est même «plus importante» que le problème de la normalisation des relations sino-américaines.

M. Teng Siao-ping, soulignant qu'il représentait le premier ministre Chou En-lai, a affirmé que, si elle se «poursuivait la rivalité pour l'hégémonie mondiale conduirait infailliblement à la guerre mondiale».

Cette rivalité «s'intensifie, a poursuivi le vice-premier ministre, et stratégiquement, l'Europe est le siège de cette rivalité».

Teng Siao-ping a rejeté la plus grande part des responsabilités sur l'Union soviétique en ajoutant : «Aujourd'hui le pays qui prêche la paix avec le plus de ferveur constitue la source de guerre la plus dangereuse».

«Tous les efforts de rhétorique sur la "détente" sont impuissants à déguiser la réalité brutale du danger croissant de la guerre», a-t-il ajouté.

L'interprète officiel du discours, Tang Wen-sheng, martelait devant les quelques trois cents convives américains et chinois, pour souligner leur portée, les paroles du vice-premier ministre Teng Siao-ping.

Ce dernier faisait visiblement appel au peuple américain pour comprendre cette situation qui, a-t-il dit, confronte les peuples américains et chinois.

Se référant toujours, sans la nommer, à l'Union soviétique, Teng Siao-ping a poursuivi : «Nous considérons qu'il est dans l'intérêt des peuples du monde de mettre en évidence la source et le danger de guerre, de dissiper les illusions de paix, d'éveiller les peuples, de faire toutes les préparations nécessaires, de s'unir avec toutes les forces possibles et de lutter du tac au tac».

«L'issue d'une guerre est décidée, par les peuples et non par un ou deux types de nouveaux armements», a déclaré le vice-premier ministre chinois qui a défini en ces termes la position de la Chine : «Nous nous basons sur l'indépendance, la confiance en nous-mêmes, le millet et en plus les fusils.»

**FORTES AUGMENTATIONS
DES PRIX EN HONGRIE**

Budapest, 30 novembre (AFP).

Le sucre augmentera de 50 % en Hongrie à partir du 1er décembre, et une hausse de 32 à 33 % du prix de la viande est prévue pour le 1er juillet de l'année prochaine, annonce dimanche l'agence hongroise MTI qui cite un communiqué de l'office national des matériaux et des prix de Budapest.

Le papier augmentera de 10 à 15 %, et les matériaux de construction dont le prix n'a pas été relevé en août dernier, de 22 % en moyenne, en janvier prochain. Les hausses affecteront également les tarifs postaux, ceux des chemins de fer internationaux et certains services, notamment ceux de la voierie.

Voilà un aveu qui balaise quelques mensonges de l'«Humanité». La Hongrie, pays soi-disant socialiste est d'autant moins épargné par la crise du monde capitaliste que Moscou reporte ses difficultés sur ses vassaux.

**Journées colonialistes à Marseille,
riposte anticolonialiste**

A grand renfort de publicité, avec l'aide de TF 1, FR 3 et France-inter, les chambres de Commerce organisent à Marseille, les 1er, 2 et 3 décembre des journées internationales des «départements d'outre-mer». Ces journées qui, selon le ministre des «DOM-TOM», Stirn, devraient permettre aux Français «de mieux connaître les départements d'outre-mer qui sont des départements comme les autres», n'ont qu'un but : comment encore mieux piller les richesses naturelles de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion, comment encore mieux opprimer leurs peuples. Bien entendu, Stirn est là et Defferre le reçoit.

L'un et l'autre, lundi soir sur France-inter se sont mis d'accord pour parler de «départements français». Quant aux dirigeants révisionnistes de la fédération des

Bouches-du-Rhône du PCF, ils protestent... contre l'organisation de ces journées ? Contre le colonialisme ? Non, vous n'y êtes pas. Parce qu'«aucun parlementaire communiste n'est invité aux émissions de radio».

Il est vrai que le journal du PCF «La Marseillaise», n'avait pas craint de publier une publicité de la chambre de Commerce appelant à venir adminer les productions de «ces vieilles provinces françaises». De leur côté, les organisations de travailleurs et étudiants originaires de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion, soutenus par des organisations anti-impérialistes africaines, par l'Humanité Rouge et l'UCF (m-l), organisent mercredi une journée de protestation contre les journées impérialistes et colonialistes qui se terminera par un meeting de solidarité avec les peuples opprimés par l'impérialisme français.